



**FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DE LA LIBRE
PENSÉE DES BOUCHES DU RHÔNE**

Tout courrier : B. P. 40078 - 13 192 MARSEILLE CEDEX 20

<https://www.lp-13.org/> - federation@lp-13.org

Réunion publique le samedi 16 septembre à 15 h 30

Avec Christian EYSCHEN, secrétaire général de la FNLP

Pour le respect de la loi de 1905 !

Pour la Séparation des cultes et de l'Etat !

Pour l'abrogation des Concordats !

Pour la fin des privilèges accordés aux Religions !

Théâtre Toursky – Salle Léo Ferré

16 Promenade Léo Ferré à Marseille 13003 (Parking sur place)

23 septembre 2023, messe du pape au stade Vélodrome

La Fédération Nationale de la Libre Pensée agit pour la défense et la promotion de la Loi de 1905 de Séparation des cultes et de l'Etat afin de défendre un des acquis les plus précieux dans la société française : la liberté de conscience.

La Libre Pensée le dit clairement : la laïcité c'est que la République assure la liberté de conscience de chacune et chacun. Le pape peut librement se déplacer et dire la messe auprès des catholiques. Comme tout fidèle de toute religion doit pouvoir pratiquer librement son culte.

La laïcité c'est la Séparation, la République ne reconnaît, ne subventionne ni ne salarie aucun culte, quel qu'il soit. Ceci afin de préserver l'État et les services publics de toute mainmise religieuse tout autant que de protéger les cultes de la férule politique de l'État, de tel ou tel gouvernement.

Le traitement politique et médiatique qui entoure ce voyage et cette messe appelle, de nombreux questionnements au regard de la loi de 1905 : conditions de financement du déplacement du pape et de la messe prévue au stade vélodrome, rôles et places des élus et représentants de l'État, respect de l'égalité entre les citoyens quelles que soient leurs religions respectives ou leur absence de religion.

M. Payan, maire de Marseille, proclame publiquement que c'est lui, conjointement avec le **Cardinal Aveline**, qui a invité le pape. La municipalité de Marseille s'est entremise pour obtenir le Stade Vélodrome pour le pape.

Plusieurs repas et réunions préparatoires d'élus des Bouches du Rhône (sénateurs, députés, maires ...) se sont succédés « *autour du cardinal* » ainsi que des voyages d'élus se rendant, es-qualité, au Vatican « *en partenariat avec le diocèse* ».

Certains maires se répandent dans la presse, sur YouTube et KTO pour affirmer : « *c'est très important pour nous, pour transporter la Foi auprès de nos administrés ... c'est comme ça qu'on arrive à faire vivre l'Eglise* », « *dans un village français, il y a quatre éléments fondamentaux qui permettent de préserver l'image de la commune : la mairie, l'école, le monument au mort et l'église* » d'autres multiplient les apparitions médiatiques à Marseille et au Vatican lors de cérémonies religieuses avec le susdit cardinal.

Macron, en qualité de président de la République viendra plier le genou devant le pape et **Darmanin**, ministre de l'Intérieur, dans la volonté macroniste de liquider la loi de 1905, déclarait il y a peu à Marseille : « *Si la République ne reconnaît aucun culte, en fait, elle les reconnaît tous* ». Surtout le catholique, en fait.

Mme Vassal présidente de la Métropole, **M. Muselier** président du Conseil Régional, ont fait voter les instances délibératives de ces collectivités locales pour des subventions d'argent public (au Conseil régional, par exemple, 80% de la dépense pour l'Institut catholique de la Méditerranée) contribuant largement à plusieurs manifestations de thèmes divers et variés, intitulées « **Rencontres méditerranéennes** » et organisées « *à l'occasion de la venue historique du pape* ».

Cette opération s'inscrit dans la stratégie politique de l'Eglise : la Charte de Florence.

Samedi 26 février 2022, plus d'une centaine d'évêques et des maires des villes de la région [pourtour méditerranéen] se sont rencontrés pour signer ensemble le document qui vise à intensifier la collaboration entre l'Eglise et les autorités civiles.

Ils se fixent un certain nombre d'objectifs, entre autres, : le « *développement des nations grâce à la coopération entre ses villes et ses communautés religieuses* » et appellent les gouvernements à « *établir une consultation régulière avec les maires, avec tous les représentants pertinents des communautés religieuses, des autorités locales, des institutions culturelles, des universités et de la société civile ...* » et à « *promouvoir le Pacte mondial pour l'éducation à tous les niveaux - un parcours qui intègre les approches anthropologiques, communicatives, culturelles, économiques, politiques, générationnelles, interreligieuses, pédagogiques et sociales* ».

Ce qui a l'aspect d'une grande tambouille mélangeant l'éducation et la culture avec la politique et la religion, a un contenu : placer les collectivités locales sous l'influence dogmatique de l'Eglise. **L'Eglise partout ! La laïcité nulle part !**

En résumé : C'est une offensive concertée de subversion de la laïcité et de re-cléricisation de tous les aspects de la vie sociale.